



“NOUS FÊTIONS LA VICTOIRE DANS LA GUEULE DU LOUP”

HOCINE BELLALOUFI
JOURNALISTE
ET ÉCRIVAIN

par : Hafida Ameyar

Le 5 Juillet 1962, je me trouvais dans une ville ouvrière de la banlieue parisienne où vivait une importante communauté d'ouvriers algériens. C'est là que nous habitons. Mes parents étaient commerçants. J'avais neuf ans et il me reste quelques souvenirs épars de cette journée. Ce jour-là, nous avons mis nos habits de fête. Nous nous sommes rendus, mes parents, ma sœur, âgée de quatre ans de plus que moi, et moi, dans un restaurant de la ville, tenu par un compatriote... A l'époque, l'émigration algérienne était essentiellement masculine et célibataire. Le centre de la vie sociale, en dehors de l'usine, était constitué par les cafés et hôtels garnis. C'est, donc, là que nous avons célébré l'Indépendance.

Nous éprouvions un fort sentiment de fierté, de joie et de soulagement, mais tempéré par une retenue mêlée d'appréhension. C'est du moins ce qui m'apparaît aujourd'hui. Retenue, parce que nous fêtons la victoire dans la “*gueule du loup*”. Il n'était pas concevable de sortir dans la rue, drapeau algérien déployé, car nous vivions au cœur même de l'Etat qui subissait la défaite et qui était en pleine crise franco-française, provoquée par le retour massif et inorganisé de centaines de milliers de Français d'Algérie. Il fallait, donc, faire preuve de retenue.

Nous avons en même temps des appréhensions, car l'OAS pouvait frapper à tout moment, par désespoir et dépit, plus que par capacité à modifier le cours de l'Histoire. Un comité de vigilance s'était d'ailleurs mis en place aux alentours du restaurant et à la porte même de l'établissement, afin de veiller à notre sécurité et de faire face à toute provocation ou tentative. C'est donc dans un climat assez spécial que nous avons fêté cette journée.

Un regard lucide s'impose aujourd'hui

Comme pour l'ensemble des Algériens, la date du 5 juillet représente pour moi la fin d'un cauchemar colonial de 132 années. Près d'un siècle et demi de massacres, de spoliations, d'atteintes à la dignité... Le 5 juillet vint sanctionner la victoire du peuple algérien sur la deuxième plus grande puissance coloniale, soutenue par ses alliés de l'OTAN. Il vint matérialiser la volonté de la nation algérienne, qui s'est forgée dans la résistance, puis dans l'offensive contre un système colonial, que certains ont encore l'audace de présenter comme un projet civilisateur ! Cette victoire, sanctionnée par ce jour du 5 juillet 1962, n'est pas anodine. Elle aura un impact considérable sur la lutte des autres peuples du Sud pour leur indépendance, particulièrement en Afrique et en Asie. Elle contribuera à améliorer le rapport de forces vis-à-vis des grandes puissances impérialistes et contribuera à la formation et au renforcement du mouvement des pays non-alignés.

Cette date constitue, donc, un repère extrêmement positif en Algérie et dans le monde.

Il n'est pas aisé de dresser un bilan un tant soit peu objectif en quelques lignes, sans tomber dans un certain schématisme.

Un regard lucide s'impose, éloigné des discours apologétiques du type *"tout va bien"*, mais éloigné également des discours nihilistes du type *"si le colonialisme revenait, je me plaindrais auprès de lui de tout ce que m'a fait subir l'indépendance"*. Aucune concession ne doit être faite au discours qui affirme ou qui sous-entend pernicieusement que la crise que nous traversons justifierait, quelque part, l'ordre colonial. La défense de l'ordre colonial n'est pas une opinion innocente, c'est une prise de position criminelle à combattre.

Sur la base de cette mise en garde, le bilan de l'Algérie en tant que nation – pas en tant que pouvoir ou opposition, Etat ou peuple – apparaît globalement positif. Nous aurions certainement pu faire beaucoup mieux, mais nous aurions pu faire également beaucoup moins, voire disparaître en tant que nation. Tout danger n'est d'ailleurs pas écarté, au vu de la nouvelle crise du capitalisme international et de l'attitude, plus impérialiste que jamais, des grandes puissances du G7 et de leur bras armé de l'OTAN.

La priorité va à la conquête de la démocratie

Si nous allons plus loin dans la réflexion, je dirais que l'Algérie a connu deux grandes étapes.

La première, qui s'étend sur les deux premières décennies de l'Indépendance, s'inscrivait en droite ligne de la Guerre de Libération nationale et visait à étendre au plan économique l'Indépendance conquise au plan politique.

Une véritable dynamique de développement industriel national fut lancée, à l'époque, en vue de remettre en cause les rapports de domination économique, qui subordonnent le développement des pays du Sud à celui d'une poignée de puissances capitalistes d'Europe et d'Amérique. Cette dynamique permit à notre peuple, dont la majorité vivait dans la misère sous la colonisation, de goûter enfin aux bienfaits des richesses du pays et de la politique de l'Etat : amélioration des conditions de vie, accès au marché de l'emploi, médecine gratuite, éducation massive, logement... Et ce, en dépit des limites et autres faiblesses de l'époque.

La seconde étape, ouverte au début des années 1980, s'étend jusqu'à aujourd'hui. C'est celle de la remise en cause de cette dynamique de développement et de résistance aux grandes puissances politiques (Etats du G7) et d'argent (Banques, multinationales...). La politique d'infitah a constitué une véritable contre-révolution économique, sociale, politique et idéologique.

Au cours de ces deux étapes historiques, les régimes en place ont été dictatoriaux (1962-1988) ou autoritaires à façade démocratique (1989-2012). Cette absence de liberté a permis justement la remise en cause des acquis de la Guerre de Libération nationale et des deux premières décennies de l'Indépendance.

Les catégories populaires n'ont pas été en mesure de se défendre et de porter leur propre projet politique et social.

C'est pourquoi la situation actuelle implique la conquête de la démocratie, pour que le peuple algérien soit enfin l'unique et véritable souverain du pays et qu'il choisisse, en toute liberté, la marche à suivre, dans les domaines économique, social...

Rien ne sera octroyé aux classes populaires : ni la liberté, ni le bien-être, ni les acquis...

L'avenir du pays ne dépend ni du prix des hydrocarbures, ni de l'importation clés en mains d'un modèle de développement sud-coréen ou autre, mais du peuple algérien qui doit se mobiliser, à partir de ses propres revendications quotidiennes, pour élaborer un projet de développement national, démocratique et social qui profite à la majorité et non à une minorité, étroitement liée aux intérêts des grandes puissances politiques, économiques et financières étrangères.

H. A.